



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE
A/37/354
S/15306
22 juillet 1982
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/
ESPAGNOL

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-septième session
Point 33 de la liste préliminaire*
POLITIQUE D'APARTHEID DU
GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN

CONSEIL DE SECURITE
Trente-septième année

Lettre datée du 21 juillet 1982, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué de presse publié par le Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés et vous serais reconnaissant de bien vouloir le faire distribuer comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 33 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent suppléant,
(Signé) Rolando LOPEZ DEL AMO

* A/37/50/Rev.1.

ANNEXE

Communiqué publié le 21 juillet 1982 par le Bureau de coordination
du Mouvement des pays non alignés

Le Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, après avoir entendu le 21 juillet 1982 le Chef de la Mission d'observation de l'African National Congress auprès de l'Organisation des Nations Unies, appelle l'attention de la communauté internationale sur la détérioration rapide de la situation en Afrique du Sud.

Le Bureau condamne le régime raciste d'Afrique du Sud pour la dure répression qu'il fait subir au peuple en lutte d'Afrique du Sud et, en particulier, à la classe ouvrière noire, et en appelle au monde entier pour qu'il manifeste son soutien et sa solidarité active avec cette juste cause. Il condamne en outre les fusillades, meurtres et licenciements dont ont récemment été victimes les travailleurs des mines d'or et leur déportation vers les bantoustans, en violation de leurs droits les plus fondamentaux.

Le Bureau prend note de la disparité toujours croissante entre les salaires des travailleurs noirs et ceux des travailleurs blancs et de la hausse vertigineuse du coût de la vie, et réaffirme la légitimité des revendications des travailleurs noirs qui réclament une augmentation des salaires et de meilleures conditions de vie. Les prétendues réformes tant vantées n'ont d'autre but que d'apaiser l'opinion publique internationale, alors qu'en réalité, les syndicats noirs sont contrôlés plus étroitement que jamais et que les conditions de vie déplorables des travailleurs noirs ont encore empiré.

Le Bureau constate que les dépenses astronomiques engagées par le régime d'apartheid pour accélérer le renforcement de son arsenal, militariser l'ensemble du pays et de la Namibie occupée, déstabiliser les Etats voisins et intensifier sa guerre non déclarée contre l'Angola et le Mozambique, ont aggravé la crise économique et politique du régime d'apartheid. Celui-ci a maintenant entrepris une campagne secrète et intensive pour obtenir des institutions financières internationales qu'elles lui prêtent des sommes considérables. Le Bureau demande à ces institutions de s'abstenir de renflouer le régime de Pretoria de quelque manière que ce soit.

Le Bureau félicite les organisations et les personnalités qui ont manifesté de façon concrète leur opposition à l'apartheid en refusant de participer à des activités sportives et culturelles en Afrique du Sud.

Etant donné la situation en Afrique du Sud, les forces patriotiques doivent intensifier leur lutte contre le colonialisme, l'oppression et l'exploitation. Le Bureau félicite l'African National Congress d'avoir intensifié la mobilisation politique des masses ainsi que la lutte armée contre le régime raciste afin d'établir un Etat nation démocratique et instaurer le gouvernement par la majorité en Afrique du Sud.

La lutte en Afrique du Sud s'est intensifiée au moment même où le peuple namibien, sous la direction de la SWAPO, son seul représentant authentique, menait sa lutte pour l'autodétermination et l'indépendance nationale vers une victoire inéluctable. L'engagement renouvelé par des Etats de première ligne d'accroître leur appui aux peuples d'Afrique du Sud et de Namibie vient également encourager cette lutte.

La répression du peuple d'Afrique du Sud se durcit au moment même où Israël, le proche allié de l'Afrique du Sud, tente d'anéantir les peuples palestiniens et libanais. Le Bureau condamne la collaboration croissante entre l'Afrique du Sud et Israël ainsi que le soutien qui leur est apporté par certaines puissances, ce qui a accru la capacité de destruction de ces deux régimes et les a enhardis dans leur politique d'agression.

Le Bureau réaffirme la position du Mouvement des pays non alignés, selon laquelle il n'y aura pas de paix, de stabilité ni de sécurité possibles en Afrique australe tant que le système inhumain d'apartheid ne sera pas totalement détruit et remplacé par un Etat nation démocratique où tous les Sud-Africains seront égaux, quelles que soient leur race, leur couleur, leur sexe ou leurs croyances. Il se déclare de nouveau fermement décidé à faire énergiquement campagne pour l'adoption de sanctions globales et obligatoires à l'encontre de l'Afrique du Sud et souligne la nécessité d'imposer, à titre volontaire, des mesures punitives au régime d'apartheid, par exemple un embargo pétrolier et la rupture des relations sportives et culturelles.
